



Arrêt

n° 176 005 du 7 octobre 2016
dans l'affaire x

En cause : x

ayant élu domicile : x

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 juin 2016 par x, qui déclare être de nationalité irakienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 23 mai 2016.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 8 août 2016 convoquant les parties à l'audience du 16 septembre 2016.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me N. EL JANATI qui succède à Me R. BOMBOIRE, avocat, et C. AMELOOT, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Vous vous déclarez de nationalité irakienne, d'origine ethnique arabe et de confession musulmane chiite. A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants :

De 2004 à 2009, vous auriez travaillé comme agent d'entretien au sein du consulat américain à Babel. Vous auriez trouvé ce travail grâce à un entrepreneur qui vous aurait recommandé. Vous auriez travaillé là jusqu'en 2009, année où les américains se seraient retirés de Babel et auraient fermé ce consulat.

En 2009, après la fermeture du consulat, vous auriez commencé à vendre de l'alcool en cachette dans une maison fermée. Vous auriez vendu de l'alcool de 2009 à fin 2010.

En 2011, vous dites que Jeish al mehdi, une milice présente à najaf, aurait appris que vous vendiez de l'alcool et que vous aviez travaillé pour les américains. En effet, une personne cagoulée serait venue vous voir chez vous pour vous menacer à ce propos. Cette personne vous aurait dit que les membres de la milice étaient au courant de vos activités depuis longtemps, qu'ils vous connaissaient bien et vous suivaient, et que des gens rapportaient des informations sur vous. Cette personne aurait ajouté que votre problème était très grand.

Un mois plus tard, une grenade assourdissante aurait été lancée sur votre maison. Vous dites ne pas avoir vu les personnes qui ont fait ça, mais après avoir parlé avec vos voisins, vous auriez conclu que c'était l'oeuvre de la milice Jeish al mehdi. En effet, vos voisins vous auraient dit que les personnes qui auraient fait ça étaient au nombre de deux, avaient le visage couvert, et auraient lancé la bombe à partir d'une BMW. Vous dites que les BMW sont les voitures qu'utilisent les membres de la milice comme véhicule personnel. C'est ainsi que vous en auriez déduit que ces personnes étaient membres de Jeish al mehdi. Vous auriez ensuite amené votre femme et vos enfants chez votre belle-famille. En ce qui vous concerne, vous auriez voyagé de province en province, de Karbala à Bassora, chez des membres de votre famille.

Entre 2011 et 2012, il y aurait eu la démobilisation de la milice Jeish al mehdi. En effet, leur chef, Mouktada al sadr, mis sous pression aurait voulu que le groupe disparaisse de la scène publique. Après cette démobilisation, le groupe aurait perdu son pouvoir et le gouvernement aurait pris le contrôle de la province. A ce moment-là, vous seriez rentré chez vous, pensant qu'ils vous avaient oublié. Vous auriez alors enchaîné une série de petits boulots.

En 2013, vous auriez eu l'opportunité de travailler au sein du ministère du pétrole comme premier technicien en électricité. Vous auriez travaillé dans un dépôt de pétrole, sur la route Bagdad-Babel et Bagdad-Karbala. C'est un cousin de votre femme qui vous aurait trouvé ce travail.

En 2014, Daesh est rentré à mossoul. Le groupe aurait ensuite continué sa route vers Bagdad. A cette même époque, la milice Jeish al mehdi aurait été réactivée, mais sous le nom de Saraya al salam. Elle aurait collaboré avec la milice Assaeb Ahl Haqq (AAH). A ce moment-là, les membres de ces milices auraient replongé dans les histoires anciennes et se seraient souvenus des personnes qui n'étaient pas encore éliminées. La milice AAH aurait repris les dossiers des personnes recherchés par Jeish el mahdi.

En 2014 toujours, vous ne savez pas exactement quand, des gens auraient essayé d'enlever votre fils aîné Mehdi alors qu'il rentrait de l'école à pieds. Une personne se trouvant dans une voiture à la sortie de l'école l'aurait appelé par son prénom et lui aurait proposé de le reconduire chez lui. Prenant peur, votre fils aurait couru à l'intérieur de l'école prévenir sa maitresse. Cette dernière aurait raccompagné votre fils chez vous, en le faisant passer par l'arrière de l'école. Une fois chez vous, la maitresse vous aurait expliqué que les personnes étaient au nombre de trois et étaient habillées normalement.

Suite à cette tentative d'enlèvement, vous auriez encore une fois amené votre famille chez votre belle famille. Vous auriez dit à votre femme d'y rester quelques jours, que vous alliez disparaître et voyager. Vous avez alors quitté l'Irak pour la Géorgie. Vous dites avoir choisi la Géorgie car la vie et le visa là-bas sont moins chers. Vous y seriez allé seul, sans votre famille, car vous vouliez disparaître de la région. Vous dites être resté 17 jours à Tbilissi, la capitale géorgienne. Vous seriez rentré après 17 jours car après vous être renseigné sur la situation et avoir demandé si des gens avaient demandé après vous, on vous aurait répondu que non. Rassuré, vous auriez décidé de rejoindre votre famille chez votre belle famille, et de reprendre votre travail au ministère du pétrole.

Vous dites que votre femme retournait régulièrement à votre ancienne adresse pour voir si tout allait bien à la maison. Vous dites également qu'à plusieurs reprises, des membres d'Assaeb ahl Haqq seraient venus demander après vous à votre ancienne adresse.

Début 2015, peut-être au mois d'avril ou mai, alors que vous circuliez en voiture, une personne ressemblant à un officier et se trouvant à un point de contrôle aurait regardé dans votre voiture puis vous aurait dit en vous regardant "qu'ils ne vous avaient pas oublié". Fatigué par cette situation, vous auriez décidé d'aller en Iran.

Fin juillet-début août 2015, vous seriez allé en Iran. Vous auriez choisi l'Iran, car tout comme en Géorgie, la vie y était moins chère. Vous y seriez resté pendant 10 jours et êtes ensuite rentré en Irak. Là, vous auriez dit à votre femme que vous alliez vendre votre maison et acheter une maison plus petite. Et qu'avec le reste de l'argent, vous alliez voyager. Que vous alliez leur trouver une vie plus décente, avec plus de sécurité.

Vous auriez quitté l'Irak, seul, le 05 septembre 2015, par avion, en direction de la Turquie. Vous seriez arrivé en Belgique le 24 septembre 2015, après avoir traversé la Grèce, la Macédoine, la Serbie, la Croatie, la Hongrie, l'Autriche et l'Allemagne. Vous avez demandé l'asile 5 jours plus tard, le 29 septembre 2015.

Cinq jours avant votre départ d'Irak, votre femme aurait emménagé dans la nouvelle maison que vous auriez achetée.

Vous dites que l'avant-veille de votre audition au CGRA - soit le 10 janvier 2016 – votre femme vous aurait appelé pour vous informer que des gens avaient coupé l'électricité. Vous dites qu'il s'agirait des membres de Assaeb Ahl Haqq car ils venaient souvent voir votre femme en uniforme militaire pour demander où vous vous trouviez. Vous dites qu'ils seraient venus deux fois fin 2014, après l'enlèvement de votre fils. Quand ils venaient, vous n'étiez pas là car vous logiez sur votre lieu de travail. Le 10 janvier 2016, ils auraient encore demandé de vos nouvelles à votre femme. Après leur avoir répondu qu'elle ne savait rien de vous, ils lui auraient dit que vous ne deviez plus retourner en Irak.

A l'appui de votre demande d'asile, vous présentez les documents suivants : votre passeport, votre carte d'identité, votre certificat de nationalité, une copie du passeport, de la carte d'identité et du certificat de nationalité de votre femme, une copie de passeport, de carte d'identité et de certificat de nationalité pour trois de vos enfants, votre acte de mariage, votre badge de travail au ministère du pétrole, un document confirmant votre emploi au consulat américain, et l'acte de naissance de votre père.

B. Motivation

Après avoir examiné votre demande d'asile, le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides (CGRA) est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève de 1951, ou un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire.

Force est en effet de constater que la crédibilité de votre récit est fondamentalement entamée par les incohérences, imprécisions et divergences relevées entre vos déclarations successives et par votre comportement, peu compatible avec celui d'une personne qui dit craindre pour sa sécurité.

Vous déclarez ainsi que l'origine de tous vos problèmes serait liée aux deux emplois que vous auriez occupés de 2004 à fin 2010. Vous auriez d'abord travaillé dans un consulat américain comme agent d'entretien et de nettoyage, entre 2004 et 2009 (cfr. audition CGRA pg. 6). Par la suite, vous auriez vendu de l'alcool pendant 8 à 9 mois, jusqu'à fin 2010 (cfr. audition CGRA pg. 8-9).

Vous dites avoir alors reçu la visite en 2011 d'une personne cagoulée qui vous aurait dit qu'"ils" savaient tout de votre passé professionnel et un mois plus tard une bombe assourdissante aurait été jetée sur votre maison; vous dites aussi qu'on aurait tenté d'enlever votre fils en 2014, et que vous auriez fait l'objet d'une menace verbale lors d'un contrôle en 2015. Tous ces éléments - dont vous attribuez la responsabilité à la milice Jeish el mahdi et la milice AAH - vous auraient poussé à quitter votre pays (cfr. audition CGRA pg. 7-17).

Toutefois, relevons tout d'abord que vous n'avancez aucun début de preuve pouvant étayer vos propos, propos qui ne reposent sur aucun élément concret et pertinent si ce n'est des suppositions de votre part. Si certes, vous déposez des documents attestant que vous avez travaillé au consulat américain de 2004 à 2009 et votre travail au sein du ministère du pétrole, rien ne permet d'attester des problèmes que vous auriez rencontrés avec des milices en lien avec vos anciennes activités. Partant, la crédibilité de vos propos concernant les problèmes que vous auriez rencontrés repose essentiellement sur vos seules déclarations lesquelles se doivent d'être cohérentes et crédibles, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

En effet, vous dites avoir fait l'objet d'un acharnement de la part de ces deux milices pour avoir été agent de nettoyage au consulat américain et vendeur d'alcool pendant quelques mois. Cependant, nous nous étonnons tout d'abord du fait que ces milices n'auraient pris contact avec vous pour la première fois qu'en 2011, soit deux ans après avoir quitté votre poste au consulat et quelques mois après avoir abandonné la vente d'alcool. Egalement, nous nous étonnons du fait que ces milices ne vous auraient contacté que de manière épisodique jusqu'à quatre ans après la fin de vos activités dont elles auraient eu connaissance. En outre, bien que vous prétendiez avoir été poursuivi par les milices Jeish al Medhi, Saraya Al salam et AAH, à aucun moment les personnes qui vous auraient "embêté" ne se seraient présentées comme telles. En effet, vous parlez de personnes cagoulées vous disant qu'"ils" vous connaissaient ou qu'"ils" ne vous oubliaient pas mais vous n'avez fait que supposer qu'il s'agissait de personnes appartenant à ces milices. De même, concernant les personnes qui auraient jeté une bombe devant votre maison en 2011, vous déduisez du fait que vos voisins les auraient vu circuler dans une BMW qu'il s'agissait de membres de Jeish Al Medhi car d'après vous, ceux-ci roulaient en BMW.

Par ailleurs, relevons que vos propos ne nous ont pas convaincu de la réalité des problèmes que vous auriez rencontrés.

Ainsi, concernant la tentative d'enlèvement de votre fils à la sortie de l'école, relevons tout d'abord que vous dites (CGRA, pg. 10 et 11) ne pas vous souvenir de la date exacte de cet incident et pouvez juste dire que c'était en 2014. On peut raisonnablement s'étonner du fait que vous ne puissiez être plus précis concernant un événement aussi marquant que celui de la tentative d'enlèvement de votre enfant. Toujours à ce sujet, relevons que vous dites que votre fils aurait été interpellé à la sortie de l'école par une personne dans une voiture qui l'aurait appelé par son prénom et lui aurait proposé de le raccompagner à la maison. Effrayé, votre fils aurait couru à l'intérieur de l'école pour prévenir son institutrice de ce qui s'était passé dehors. Vous précisez que la maîtresse n'était pas avec votre fils dehors (CGRA, pg.11). Cependant un peu plus loin, vous dites que la maîtresse a vu les gens qui ont voulu emmener votre fils et qu'elle vous les a décrits comme étant au nombre de trois, habillés en civil portant t-shirts et pantalons. Il n'est cependant pas crédible qu'elle ait pu vous donner une description aussi détaillée de personnes se trouvant dans une voiture à l'extérieur de l'école alors qu'elle-même était à l'intérieur de l'école au moment où votre fils aurait été interpellé par ces hommes.

Par conséquent, au vu de ce qui précède, nous émettons de sérieux doutes sur la réalité de cet événement.

Concernant la dernière "menace" que vous auriez reçue personnellement et qui serait à l'origine de votre départ du pays, vous dites qu'une personne vous aurait regardé à un point de contrôle et vous aurait dit qu'"on ne vous avait pas oublié". Cette phrase que vous auriez prise comme une menace vous aurait incité à quitter votre pays. Relevons cependant qu'interrogé sur ce contrôle (CGRA, p.15), vous avez d'abord dit ne pas vous rappeler de la date, ni même du mois durant lequel il se serait passé. Vous avez ensuite dit que cela devait être au printemps, au début de l'année 2015 quand il commençait à faire beau pour enfin le situer "peut être" en avril ou en mai 2015. Une telle imprécision concernant l'époque du dernier incident dont vous auriez été personnellement victime nous permet à nouveau de sérieusement douter de la réalité de cet événement. Vous dites également que suite à cette menace vous auriez décidé de quitter le pays pour l'Iran. Nous nous étonnons tout d'abord du fait que vous ayez décidé de quitter votre famille et votre pays, après qu'un inconnu ressemblant à un membre des forces de l'ordre vous ait dit une phrase aussi vague que « on ne vous a pas oublié ». Vous expliquez cette situation en disant que vous étiez devenu sensible à n'importe quel mot qui vous parvenait (cfr. audition CGRA pg. 12-13). Quoi qu'il en soit, si comme vous le prétendez cette phrase prononcée vous a tellement touché, on ne comprend alors pas le peu d'empressement que vous avez mis à fuir le pays après cette dernière « menace ». En effet, celle-ci aurait eu lieu en avril-mai 2015 et vous n'auriez quitté le pays en direction de l'Iran que le 30 juillet, soit plus ou moins trois ou quatre mois après la menace en n'y restant en outre que durant 10 jours. Invité à vous expliquer à ce propos, vous dites qu'avant de partir, il fallait que vous vous assuriez que votre famille avait les ressources nécessaires, que chaque voyage nécessite de l'argent et de l'organisation, et que vous deviez camoufler un peu la situation avant de partir (cfr. audition CGRA pg. 14-15). Ces explications sont peu convaincantes et elles ne sauraient justifier votre manque d'empressement à quitter le pays, lequel relève, dans votre chef, d'une attitude manifestement incompatible avec celle d'une personne qui, mue par une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève précitée, chercherait au contraire à se mettre au plus vite en sécurité. De même, le fait que vous soyez déjà retourné en Irak au bout de 10 jours confirme l'absence de crainte dans votre chef. Relevons dans le même ordre d'idées que vous dites (CGRA, pg. 12) qu'après la tentative d'enlèvement de votre fils, vous seriez parti en Géorgie afin de vous mettre en

sécurité; à nouveau, vous n'y auriez séjourné que durant 17 jours et auriez ensuite regagné l'Irak car on vous aurait rassuré en vous disant que personne n'était venu vous chercher. Une telle attitude remet sérieusement en cause la crédibilité de vos déclarations et, partant, la réalité même de votre crainte. Ajoutons qu'entre votre retour d'Iran – le 09 août 2015 – et votre départ définitif du pays – le 05 septembre 2015 –, vous n'auriez reçu aucune autre menace (cfr. passeport dans la farde des documents et audition CGRA pg. 13).

Vous dites également que les membres d'AAH seraient revenus récemment voir votre femme pour demander après vous, et qu'ils auraient ensuite coupé l'électricité en vue d'une guerre psychologique (cfr. audition CGRA pg. 15). Ils seraient venus rendre visite à votre femme dans votre nouvelle maison, qui est située à 100 mètres de celle de ses parents. Interrogé pour savoir pourquoi ces miliciens ne sont jamais venus chercher après vous chez votre belle-famille, alors que votre femme y a habité pendant une longue période, vous donnez une explication confuse. Vous dites que peut-être qu'ils avaient honte de venir ou qu'ils étaient timides. Et qu'en principe, ils n'ont pas de problème avec les parents de votre femme (cfr. audition CGRA pg. 16). Cette explication n'emporte pas la conviction du Commissariat général et sape la crédibilité de votre récit.

Relevons également que lorsqu'il vous a été demandé combien de fois les membres de AAH seraient venus demander après vous, vous ne donnez pas de réponse claire. Vous dites tout d'abord (CGRA, pg. 12) qu'ils seraient venus deux fois, fin 2014, après l'enlèvement de votre fils et déclarez (CGRA, pg. 13) que ces visites ont eu lieu dans la nouvelle maison que vous avez achetée. Relevons cependant que vous dites (pg. 13) avoir acheté cette maison, 4 jours avant votre départ définitif d'Irak, soit début septembre 2015. Il n'est donc pas crédible que ces visites que vous situez fin 2014 aient eu lieu dans votre nouvelle maison. Vous dites ensuite ne plus vous souvenir de la date de ces visites, qu'il y en a eu plusieurs en votre absence (car vous dormiez sur votre lieu de travail) mais vous ne pouvez pas dire combien de fois ils sont venus. Plus loin dans l'audition, vous dites qu'ils seraient venus 5-6 fois peut-être (cfr. audition CGRA 12-14) et que ces visites ont eu lieu à votre ancienne adresse; seule la dernière visite (l'avant veille de votre audition) ayant eu lieu à votre nouvelle adresse (CGRA, pg. 15). Confronté à l'incohérence de vos propos, vous répondez que les deux fois que vous avez mentionnées auraient été les plus marquantes, et que par la suite, quand ils venaient, vous ne vous faisiez pas de souci et n'étiez pas influencé par leur venue (ce qui expliquerait que vous ne puissiez pas les situer et les dénombrer avec précision). Cette explication ne nous convainc absolument pas et entache fortement la crédibilité de vos déclarations, ainsi que la réalité de votre crainte.

Les incohérences et la confusion constatées dans votre récit nuisent gravement à la crédibilité de vos propos dans la mesure où elles portent sur les faits à la base de votre demande d'asile. Il ne peut donc être accordé aucun crédit à la crainte que vous faites valoir en cas de retour dans votre pays d'origine.

De ce fait, l'existence, dans votre chef, d'une crainte fondée et actuelle de persécution au sens de la Convention de Genève ou d'un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies par la protection subsidiaire n'est pas établie.

Enfin, les documents que vous déposez à l'appui de votre demande d'asile ne sont pas de nature à permettre à eux-seuls de reconsidérer différemment les éléments exposés ci-dessus. En effet, votre passeport, votre carte d'identité, votre certificat de nationalité, la copie du passeport, de la carte d'identité et du certificat de nationalité de votre femme et de ceux de trois de vos enfants, votre acte de mariage, votre badge de travail au ministère du pétrole, le document confirmant votre emploi au consulat américain, et l'acte de naissance de votre enfant [J.] n'attestent que de votre identité, votre nationalité, votre état civil, votre composition de ménage, et vos emplois précédents, ce qui n'est pas remis en question dans la présente décision.

Outre le statut de réfugié, le CGRA peut également accorder le statut de protection subsidiaire si la violence aveugle dans le cadre du conflit armé qui affecte le pays d'origine du demandeur atteint un niveau tel qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'un civil qui retourne dans ce pays ou, le cas échéant, dans la région concernée, y courra, du seul fait de sa présence, un risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4, §2, c de la Loi sur les étrangers.

Dans l'évaluation de la situation sécuritaire dans le sud de l'Irak, l'avis du HCR « UNHCR Position on Returns to Iraq » d'octobre 2014 a été pris en considération. Il ressort de cet avis et du COI Focus COI Focus « Irak, Veiligheidssituatie Zuid-Irak » du 24 décembre 2015 (dont une copie est jointe au dossier administratif) que la sécurité s'est détériorée en Irak depuis le printemps 2013, mais que l'augmentation

des incidents violents et des actes de terrorisme concerne surtout un certain nombre de provinces centrales, où ce sont principalement les grandes villes qui sont touchées. En outre, il apparaît que l'offensive terrestre que mène l'État islamique (EI) depuis juin 2014 en Irak est principalement localisée dans le centre du pays.

Il ressort des informations disponibles que le niveau des violences, l'impact des actions terroristes et les conséquences de l'offensive menée par l'EIL en juin 2014 varient considérablement d'une région à l'autre. Ces fortes différences régionales caractérisent le conflit en Irak. Pour cette raison, il ne faut pas seulement tenir compte de la situation actuelle dans votre pays d'origine, mais aussi des conditions de sécurité dans la région d'où vous êtes originaire. Compte tenu de vos déclarations quant à votre région d'origine en Irak, en l'espèce il convient d'examiner les conditions de sécurité dans la province de Nadjaf.

Il ressort des informations disponibles que les neuf provinces du sud de l'Irak n'ont pas été touchées directement par l'offensive engagée par l'EI en juin 2014 en Irak central, à l'exception de la partie nord de la province de Babil, où l'EI a tenté de s'ouvrir de nouveaux axes pour attaquer la capitale. Cette offensive s'est accompagnée de nombreux attentats et de combats violents dans plusieurs villes.

Dans les provinces méridionales et majoritairement chiites de Nadjaf, Kerbala, Bassora, Wasit, Qadisiyya, Thi-Qar, Missan et al-Muthanna, il n'y a pas eu d'affrontements directs entre l'armée irakienne, les milices et les Popular Mobilization Units (PMU) d'une part, et l'EI d'autre part. La violence dans cette région se limite pour une grande part à des attentats terroristes sporadiques, dont la fréquence et l'ampleur diminuent. La violence dans le sud de l'Irak prend également la forme de meurtres ciblés et d'enlèvements, ainsi que d'actions de représailles à caractère confessionnel qui visent des membres de partis politiques, des leaders religieux ou tribaux et des fonctionnaires de l'État. Dans ces provinces, les victimes civiles sont nettement moins nombreuses que dans la province de Babil, où le nombre des victimes civiles est encore très inférieur à celui enregistré dans les provinces centrales, y compris à Bagdad.

Il ressort du focus précité que les conditions de sécurité dans la province de Bassora se sont significativement améliorées ces dernières années. Alors qu'en 2013 l'EI intensifiait sa campagne de terreur contre des cibles chiites à Bagdad, plusieurs actes de violence ont été commis contre la minorité sunnite de la ville de Bassora. Toutefois, l'offensive lancée par l'EI en juin 2014 n'a pas directement touché la province. Quoique des attentats de faible amplitude se soient produits dans la ville de Bassora, dans le cadre desquels le nombre de victimes civiles est resté limité, il n'y a pas eu d'affrontements directs entre combattants de l'EI et l'armée irakienne. Néanmoins, plusieurs attentats de faible ampleur se sont produits dans la province. Le nombre de civils tués dans ces circonstances est resté limité. Par ailleurs, il est fait état de quelques IED plus modestes et d'un certain nombre d'échanges de tirs. Ce sont les conflits entre les différents clans, entre les groupes criminels et entre les milices rivales qui sont à l'origine de ces accrochages. Souvent, leurs auteurs sont inconnus.

Durant la période 2013-2014, un nombre limité d'attentats ont été commis dans la ville sainte de Kerbala, visant des cibles chiites. Le nombre de victimes civiles y est resté limité. Au cours des années 2013 et 2014, les mesures de sécurité ont été rehaussées à plusieurs reprises à Kerbala et l'armée irakienne a été renforcée par des volontaires. Toutefois, aucun affrontement de grande ampleur ne s'est produit dans la région entre les miliciens de l'EI et l'armée irakienne. Les attentats dans la province de Kerbala sont exceptionnels et sont généralement de faible ampleur.

À mesure que l'EI intensifiait sa campagne de terreur en 2013-2014, les mesures de sécurité étaient également rehaussées à Nadjaf. Ici aussi, les combattants de l'EI et l'armée irakienne ne se sont pas directement affrontés. Par ailleurs, l'on n'observe pratiquement pas de faits de violence dans la province de Nadjaf. Les violences qui s'y produisent se concentrent principalement dans la ville de Nadjaf. Le nombre de victimes civiles que l'on doit y déplorer est limité.

Enfin, il convient de remarquer que les provinces de Wasit, Qadisiyya, Missan, Thi-Qar et al-Muthanna sont en grande partie épargnées par le conflit ethno-confessionnel qui ravage l'Irak. Les attentats terroristes, essentiellement de faible amplitude, sporadiquement perpétrés dans ces provinces, se produisent le plus souvent dans les villes de Kut (Wasit) et Nassariyah (Thi-Qar). Le nombre de victimes civiles y est resté limité. L'offensive lancée par l'EI à l'été 2014 n'a pas atteint les provinces précitées. Les violences dans ces provinces sont limitées à des attentats sporadiques qui font un nombre relativement peu élevé de victimes civiles.

Par souci d'exhaustivité, notons que le sud de l'Irak n'est pas seulement accessible par la voie terrestre. Il ressort des informations disponibles que de nombreuses compagnies aériennes proposent des vols à destination de l'Irak. Les villes de Bassora, et Nadjaf, situées dans des régions sous contrôle des autorités centrales, disposent d'un aéroport international et sont facilement accessibles depuis l'étranger. Les personnes qui souhaitent retourner dans le sud de l'Irak peuvent se rendre à leur destination finale via l'un de ces aéroports sans passer par le centre du pays.

Dans le cadre de la marge d'appréciation dont il dispose, le Commissaire général est arrivé à la conclusion, après une analyse approfondie des informations disponibles et compte tenu des constatations qui précèdent, qu'il n'existe pas actuellement, dans les provinces méridionales de Bassora, Kerbala, Nadjaf, Wasit, Qadisiyya, Missan, Thi-Qar et al-Muthanna, de risque réel pour un civil d'être exposé à une menace grave contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé. Les civils ne courent donc pas actuellement dans le sud de l'Irak de risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4 §2 c de la loi du 15 décembre 1980.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. La requête

2.1. Devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé Conseil), la partie requérante confirme l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2. Elle invoque un moyen pris de la « violation des articles 48/3, 48/4, 57/6/2 et 62 de la loi du 15 décembre 1980, de l'article 1er de la Convention de Genève de 1951 ainsi que des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ».

2.3. La partie requérante conteste, en substance, la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

2.4. Dans le dispositif de sa requête, la partie requérante demande au Conseil de lui reconnaître la qualité de réfugié ou de lui accorder le bénéfice de la protection subsidiaire.

3. Question préalable

En ce que la partie requérante invoque une violation de l'article 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980, le moyen manque en droit dès lors que cette disposition concerne les décisions du Commissaire général relatives aux demandes d'asile dites « multiples », ce qui n'est pas le cas de la décision querellée, laquelle vient en réponse à une première demande d'asile.

4. Les documents déposés

4.1. La partie requérante joint à sa requête plusieurs échanges de courriels relatifs à la requête introduite par le requérant auprès de l'« U.S. Refugee Admissions Program (ci-après dénommé « l'USRAP ») ainsi qu'un document tiré du site internet de l'USRAP relatif aux « Frequently Asked Questions ».

4.2. Par le biais d'une note complémentaire datée du 9 septembre 2016, la partie défenderesse a fait parvenir au Conseil un document émanant de son centre documentation intitulé « COI Focus. Irak. Veiligheidssituatie Zuid-Irak » daté du 4 août 2016.

4.3. Par le biais d'une note complémentaire déposée à l'audience du 16 septembre 2016, la partie requérante a déposé plusieurs nouveaux documents qu'elle présente comme étant :

- la copie de la carte de d'identité du frère du requérant aux Pays-Bas ;
- la copie de l'acte de décès du frère du requérant ;

- la copie du rapport médical relatif au décès du frère du requérant ;
- la copie de la déclaration à la police de l'épouse du requérant suite au décès du frère de celui-ci
- différents mails entre le requérant et l'OIM

5. L'examen du recours

5.1. A l'appui de sa demande d'asile, la partie requérante, de nationalité irakienne et de confession chiite, invoque une crainte de persécution à l'égard des milices Jeish el Madhi et Assab Ahl Haqq qui lui reprochent d'avoir travaillé pour le Consulat des Etats-Unis à Babel entre 2004 et 2009 et d'avoir ensuite travaillé comme vendeur d'alcool jusque fin 2010.

5.2. Dans sa décision, la partie défenderesse rejette la demande d'asile du requérant en raison de l'absence de crédibilité de son récit. Ainsi, elle relève tout d'abord que le requérant ne dépose aucun début de preuve susceptible d'étayer ses propos, lesquels ne sont basés que sur des suppositions de sa part. En effet, s'il dépose des documents démontrant qu'il a effectivement travaillé au consulat américain de 2004 à 2009 et au sein du ministère du pétrole, elle considère que rien ne permet d'attester des problèmes qu'il aurait rencontrés avec des milices en lien avec ses anciennes activités. A cet égard, la partie défenderesse s'étonne que les milices n'aient pris contact avec le requérant qu'à partir de 2011, soit deux ans après qu'il ait quitté son poste au consulat et quelques mois après avoir arrêté de vendre de l'alcool, outre le fait que ces contacts sont demeurés épisodiques jusqu'à quatre ans après la fin des activités du requérant. Par ailleurs, elle relève que le requérant ne fait que supposer que les personnes qui l'ont « embêté » appartiennent à des milices puisqu'il reconnaît qu'elles ne se sont jamais présentées comme telles. En outre, concernant la tentative d'enlèvement de son fils, elle constate qu'il ne se souvient pas de la date exacte de cet événement pourtant marquant et qu'il tient des propos peu crédibles concernant les circonstances dans lesquelles s'est déroulée cette tentative d'enlèvement. De même, concernant la dernière menace proférée à son encontre, elle relève qu'il déclare ne pas se rappeler de la date ni même du mois au cours duquel cet incident a eu lieu et s'étonne du fait que le requérant ait décidé de quitter sa famille et son pays pour rejoindre l'Iran à la suite d'une « menace » aussi vague. Dans le même ordre d'idée, elle relève le peu d'empressement manifesté par le requérant pour fuir le pays après cette dernière « menace » et l'incohérence de sa décision de revenir en Irak dix jours à peine après celle-ci, outre qu'après avoir rejoint la Géorgie suite à la tentative d'enlèvement de son fils, il avait déjà adopté une attitude incohérente en décidant de revenir en Irak dix-sept jours plus tard. Elle note également que le requérant n'a plus fait l'objet d'autres menaces entre le 9 août 2015 et le 5 septembre 2015, date de son départ définitif. Enfin, elle observe d'autres incohérences et confusions dans les déclarations du requérant concernant les recherches menées par la milice AAH à son encontre, le nombre de fois que les miliciens sont venus à sa recherche et l'endroit où ils se sont présentés. Les documents déposés sont, quant à eux, jugés inopérants.

5.3. Dans sa requête, la partie requérante reproche en substance à la partie défenderesse d'avoir mal apprécié les éléments de sa demande et se livre à une critique des divers motifs de la décision entreprise. Elle reproche notamment à la partie défenderesse de ne pas avoir envisagé le risque encouru par une personne de confession chiite ayant travaillé avec les autorités américaines et fait valoir qu'en 2014, le requérant « a introduit une demande de reconnaissance du statut de réfugié en raison de son travail au sein du consulat américain à Babel » auprès de l'USRAP.

5.4. Pour sa part, et après analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil estime qu'il ne détient pas en l'espèce tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause.

5.5. Ainsi, le Conseil constate que la crainte exprimée par le requérant trouve en partie sa source dans le fait que plusieurs milices lui reprochent d'avoir travaillé entre 2004 et 2009 auprès du consulat des Etats-Unis situé à Babel.

5.5.1. Or, si la partie défenderesse semble tenir pour acquis que le requérant a effectivement travaillé au consulat américain de 2004 à 2009, le Conseil relève quant à lui que le seul document présenté par le requérant pour étayer cet aspect de sa demande consiste en un document daté du 9 juin 2009 – inventorié en pièce 3 dans la farde intitulée « Documents (Présentés par le demandeur d'asile) » (dossier administratif, pièce 18) – duquel il ressort que le requérant a été employé de décembre 2004 à 2009 par la firme américaine « Kellogg Brown & Root ». Ainsi, ni la lecture de ce document ni les déclarations du requérant lors de son audition du 12 janvier 2016 – dont il ressort effectivement que le

requérant a été enrôlé au sein de l'entreprise KBR (dossier administratif, pièce 6 : rapport, p. 6) – ne permettent au Conseil de comprendre comment la partie défenderesse a pu tenir pour établi que le requérant a effectivement travaillé au consulat américain de 2004 à 2009.

Le conseil estime nécessaire que la clarté soit faite sur ce point.

5.5.2. Dans le prolongement de ce qui précède, le Conseil observe que le document précité daté du 9 juin 2009 présente toutes les apparences d'un courrier électronique, adressé par un certain R.C. à l' « Office of Refugee & IDP Affairs, U.S. Embassy, Baghdad, Iraq » et mentionnant comme sujet « Verification of Employment ».

Le Conseil s'interroge sur la nature exacte de ce document et les raisons de l'envoi d'un tel courrier électronique à l'Office des réfugiés de l'Ambassade des Etats-Unis à Bagdad en date du 9 juin 2009.

5.5.3. Par ailleurs, après avoir pris connaissance de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme dans l'affaire *J.K. contre Suède* du 23 août 2016, le Conseil relève qu'il y est indiqué :

« 116. D'après divers rapports émanant de sources fiables et objectives, les personnes qui ont collaboré d'une façon ou d'une autre avec les autorités des puissances occupantes en Irak après la guerre ont été et continuent d'être prises pour cible par Al-Qaïda et d'autres groupes. Le document d'information sur l'Irak du ministère britannique de l'Intérieur (« Country of Origin Information Report: Iraq ») de décembre 2009 indiquait que les civils employés par la force multinationale en Irak, ou d'une autre manière liés à celle-ci, étaient susceptibles d'être pris pour cible par des acteurs non étatiques. De même, il ressort de la directive du ministère britannique de l'Intérieur de 2014 que les personnes qui sont perçues comme collaborant ou qui ont collaboré avec le gouvernement irakien actuel et ses institutions, les anciennes forces américaines ou multinationales ou les sociétés étrangères sont exposées au risque de subir des persécutions en Irak. Les rapports en question désignent certains groupes particulièrement ciblés, comme les interprètes, les ressortissants irakiens employés par des entreprises étrangères, et les membres de certaines professions comme les juges, les universitaires, les enseignants, et des professions juridiques (paragraphes 39-42 ci-dessus). » (Le Conseil souligne).

Ainsi, le Conseil s'interroge sur l'incidence que peuvent avoir les constats qui précèdent, relevés par la Cour européenne des droits de l'Homme dans l'arrêt *J.K. contre Suède* du 23 août 2016, sur le sort à réserver à la présente demande d'asile.

5.5.4. Enfin, le Conseil observe que la partie requérante a déposé, en annexe de sa requête et lors de l'audience du 16 septembre 2016, plusieurs nouveaux documents dont elle explique qu'ils sont relatifs à la reconnaissance de la qualité de réfugié à son frère aux Pays-Bas, à l'assassinat de son frère en Irak ainsi qu'à la demande qu'il aurait introduite en 2014 auprès de l'USRAP afin d'obtenir le statut de réfugié auprès de cette instance.

Bien que certains de ces documents aient été présentés non traduits devant le Conseil, celui-ci estime qu'au vu des explications données par le requérant à l'audience du 16 septembre 2016, ils sont susceptibles d'apporter un nouvel éclairage quant au bien-fondé des craintes alléguées et qu'ils méritent par conséquent de faire l'objet d'un examen complet et rigoureux par la partie défenderesse, ce qui implique à tout le moins que ceux d'entre eux qui ne le sont pas encore soient traduits en langue française.

5.6. Au vu de ce qui précède, le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires portant sur des éléments essentiels de la présente demande de protection internationale. Toutefois, le Conseil n'a pas la compétence pour procéder lui-même à ces mesures d'instruction (voir l'exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'Etat et créant le Conseil du Contentieux des Etrangers -,exposé des motifs, *doc.parl.*, ch.repr., sess.ord.2005-2006, n°2479/001, pp.95 et 96). Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les éléments exposés dans le présent arrêt, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre en œuvre tous les moyens utiles afin de contribuer à l'établissement des faits.

6. En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée et de renvoyer l'affaire au Commissaire général.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision rendue le 23 mai 2016 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le sept octobre deux mille seize par :

M. J.-F. HAYEZ, président f.f., juge au contentieux des étrangers

Mme M. BOURLART, greffier.

Le greffier, Le président,

M. BOURLART

J.-F. HAYEZ